

André Straus et Patrick Verley

L'économie française au XIX^e siècle. Analyse macro-économique", une œuvre isolée ou une ouverture vers des recherches novatrices ?

À propos de Maurice LÉVY-LEBOYER et François
BOURGUIGNON, *L'économie française au XIX^e
siècle. Analyse macro-économique*, Paris, Éditions
Économica, 1985, 362 p.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

André Straus et Patrick Verley, « L'économie française au XIX^e siècle. *Analyse macro-économique*", une œuvre isolée ou une ouverture vers des recherches novatrices ? », *Revue d'histoire du XIX^e siècle* [En ligne], 23 | 2001, mis en ligne le 28 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/index318.html>
DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848
<http://rh19.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://rh19.revues.org/index318.html>

Document généré automatiquement le 01 octobre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

André Straus et Patrick Verley

L'économie française au XIX^e siècle. Analyse macro-économique", une œuvre isolée ou une ouverture vers des recherches novatrices ?

À propos de Maurice LÉVY-LEBOYER et François BOURGUIGNON, *L'économie française au XIX^e siècle. Analyse macro-économique*, Paris, Éditions Economica, 1985, 362 p.

Pagination de l'édition papier : p. 210-218

- 1 L'ouvrage de Maurice Lévy-Leboyer et de François Bourguignon est le résultat d'une recherche en commun entre un historien de l'économie et un économiste. L'ambition première était limitée. Elle était de vérifier par une procédure économétrique la cohérence des séries statistiques de comptabilité nationale reconstruites par l'historien, c'est à dire de tester la capacité à construire à partir d'un petit nombre de variables exogènes une représentation théorique de la réalité qui ajuste de manière satisfaisante les séries statistiques empiriques. Cela devait prouver qu'il n'existait pas entre elles d'incompatibilité de niveau ou d'évolution, et que l'on pouvait faire un "résumé" pertinent de la croissance économique française au XIX^e siècle avec quelques données macro-économiques simples. Puis le projet a évolué vers un objectif beaucoup plus ambitieux qui était d'apporter des réponses ou des éléments de réponses à des hypothèses explicatives élaborées à partir du corpus de connaissances historiques sur le XIX^e siècle dont Maurice Lévy-Leboyer a fait une synthèse dans la première partie de l'ouvrage en structurant la problématique de la croissance française du XIX^e siècle autour de trois blocs analytiques, la consommation, l'investissement et la contrainte extérieure. La question qui dominait l'histoire de cette croissance était, selon M. Lévy-Leboyer, l'explication de ce ralentissement entre 1860 et 1890, qui par sa durée et son importance aurait handicapé l'économie française par rapport à celle des pays voisins. L'ensemble de la problématique et de la méthode reposait sur une fixation *a priori* des dates-charnières de ce ralentissement dont on peut, en s'appuyant sur les séries mêmes de M. Lévy-Leboyer, discuter la pertinence. Du moins les estimations économétriques qui sont faites selon ce découpage ne peuvent-elles, sous peine de raisonnement tautologique, en prouver la pertinence. Les trois hypothèses majeures à tester seraient que durant la période de ralentissement la demande de biens de consommation aurait été défaillante parce que les comportements des consommateurs n'auraient pas suivi les lois d'Engel, privilégiant une meilleure alimentation à des dépenses accrues en produits industriels, que les investissements n'auraient alors pu prendre le relais du fait d'une éviction de l'investissement privé sur le marché des capitaux par les titres publics et qu'enfin les débouchés internationaux qui avaient stimulé la croissance des décennies antérieures n'auraient alors pu compenser le fléchissement de la demande interne et qu'au contraire la crise des exportations aurait été un facteur durable de ralentissement de l'activité. Ce scénario, dont l'ouvrage testait la pertinence, était nourri d'une grande connaissance des réalités économiques du XIX^e siècle et des recherches qui avaient été menées. Quinze après la publication de l'ouvrage, il reste robuste et à des nuances près propose une interprétation globale toujours satisfaisante. Mais le propos n'est pas ici de procéder au compte rendu de ce livre ainsi que les revues l'ont fait en leur temps ¹, en appréciant la contribution de la

recherche à la connaissance historique, mais plutôt de faire la part entre les démarches qui peuvent sembler ne plus être d'actualité aujourd'hui, ou avoir abouti à leur terme ultime et les approches qui débouchent sur de nouveaux chantiers de recherche.

De la convergence périodique entre histoire et économie

- 2 Le mode d'articulation entre l'approche empirique de l'historien, l'approche théorisante de l'économiste et la mise en œuvre des techniques de l'histoire quantitative, est la question épistémologique et méthodologique principale de notre discipline. Même si la plupart des historiens économistes ressentent la nécessité de s'appuyer sur la science économique, il n'y a pas de méthode simple et satisfaisante, qui emporte l'adhésion et fasse le consensus, pour articuler les savoirs. Cela explique que régulièrement la question redevienne d'actualité, débouche sur des propositions de collaboration, puis passe au second plan avec des pratiques historiques qui évoluent vers des travaux plus micro-économiques, plus descriptifs, plus orientés vers l'histoire des agents, l'histoire des décisions, ou l'histoire du discours sur l'économie. En France, les années 1980 ont marqué la dernière tentative de collaboration entre les savoirs à la fois en s'appuyant sur les idées nouvelles apportées par la théorie des conventions et des institutions ou avec l'ambition des économistes de la régulation de s'appuyer sur la méthode des faits stylisés ². L'ouvrage de M. Lévy-Leboyer et de F. Bourguignon, qui est une tentative concrète de collaboration des deux disciplines, applique à la France du XIX^e siècle les concepts et les techniques d'analyse de l'économie des économistes du développement, qui, cherchant à inclure beaucoup plus de variables qualitatives et à tenir compte des différences de niveau de développement des secteurs dans l'économie interne, sont plus en rapport avec les économies anciennes que ne le sont les approches du *mainstream*. Dans les dix dernières années, alors qu'une frange minoritaire des économistes a cherché à maintenir un contact avec l'histoire économique ³, la plupart des travaux d'histoire économique contemporaine révèlent plutôt une déproblématisation de la recherche et un retour à une description microéconomique sans appui sur les concepts de la théorie. Il est donc nécessaire de comprendre pourquoi l'ouvrage de M. Lévy-Leboyer et de F. Bourguignon n'a guère ouvert la voie à de nouvelles recherches: ne serait-il, après le grand modèle d'équilibre général de J. G. Williamson ⁴, que le "chef d'œuvre" qui serait l'apogée et l'ultime manifestation de l'approche macro-économique de l'histoire développée depuis les années 1940 avec les premiers travaux de l'équipe du NBER (*National bureau of economic research*) aux États-Unis ?
- 3 La première remarque qui vient à l'esprit en relisant cet ouvrage quinze ans après sa publication est que le mode d'articulation entre les savoirs ne peut être la juxtaposition. Son plan est significatif. Il fait se succéder l'exposé historique qui met en avant les trois questions qui semblent fondamentales et l'analyse économétrique qui est censée y répondre. En fait la partie économétrique aborde également de nombreuses autres questions. Et l'ouvrage ne se termine pas par une synthèse conclusive ample qui tirerait la leçon de la confrontation du travail de l'historien et de l'économiste. Cette absence révèle la difficulté de faire converger les approches.
- 4 Bien sûr le progrès scientifique repose sur la division du travail et la spécialisation, mais en revanche les approches les plus créatives et innovantes se situent aux intersections des disciplines. Cela suffit à justifier la formule de la collaboration entre deux spécialistes dans la mesure où il est utopique voire non souhaitable qu'un chercheur soit également compétent dans les deux disciplines. L'important est que la formation de chacun soit suffisante pour que le dialogue soit possible avec l'autre. Mais la difficulté est au niveau de la mise en œuvre de la collaboration, car il ne s'agit pas de mettre en rapport n'importe quelle histoire économique avec n'importe quelle théorie économique. Des recherches marquant une nouvelle convergence des savoirs ne sont possibles que s'il y a coïncidence entre

les "hypothèses historiques" --pour reprendre les termes de M. Lévy-Leboyer-- et les problématiques nouvelles de la science économique.

De l'ambition du modèle global à des objectifs plus segmentés

- 5 Pour les historiens qui ont fait leur apprentissage intellectuel dans les années 1940 et 1950, l'économie ne pouvait être lisible qu'au travers des cadres de la comptabilité nationale, ce qui avait trois conséquences:
- 6 --que la première tâche était de reconstruire les données dans le cadre de cette comptabilité.
- 7 --que la convergence entre l'histoire et l'économie a été posée exclusivement sur le plan de la macro-économie et non à des niveaux méso-économiques considérés comme le domaine de l'histoire descriptive.
- 8 --que l'analyse est enfermée dans un cadre national, considéré par une simplification très réductrice comme homogène dans l'espace et entre secteurs, et communicant avec un environnement international lui aussi très schématisé.
- 9 Enfin cette génération des historiens qui ont fait leur formation intellectuelle au cours de la reconstruction et de la période de haute croissance a été incitée à penser que la croissance était un processus qui allait de soi et que seules les périodes de ralentissement de la croissance méritaient explication, et qu'alors le travail de l'historien était de révéler les dysfonctionnements qui en étaient responsables et d'en trouver les facteurs explicatifs. C'est la raison pour laquelle la question centrale de l'ouvrage est non pas l'explication de la croissance à long terme sur tout le XIX^e siècle, ni de celle des années 1840-1850 ou de celle du début du XX^e siècle, mais l'explication de la décélération des années 1860 et de la dépression consécutive.
- 10 Il fallait que soit tentée une modélisation globale de l'économie française au XIX^e siècle, car il y a une logique de système: on ne peut comprendre le fonctionnement de systèmes partiels qu'à condition d'avoir une référence à un système plus englobant. Mais, il nous semble que pour continuer aujourd'hui le chantier ouvert par M. Lévy-Leboyer et F. Bourguignon, l'effort devrait désormais plutôt porter sur des analyses partielles dans la mesure où l'ambition d'une explication globale peut paraître quelque peu utopique. Cet effort de modélisation des réalités du passé doit être repris avec une double inflexion.
- 11 D'abord l'histoire comparative s'impose. Au lieu de chercher des explications endogènes à tous les phénomènes observés dans le cadre national, il est par évidence plus pertinent de définir les originalités par rapport aux autres pays en industrialisation du XIX^e siècle afin d'expliquer les déviations par rapport aux évolutions communes. La question de la décélération des années 1860 et de la dépression qui suit ne peut être réglée d'une phrase en la qualifiant de "particularité de la croissance française au XIX^e siècle". Elle doit être reprise dans une comparaison statistique des fondamentaux de l'économie pour la France et pour les autres pays, afin de centrer la problématique sur les différences qu'il faut expliquer.
- 12 Ensuite la compréhension du XIX^e siècle progresserait en tenant compte de la segmentation de l'espace, des secteurs et des marchés. L'espace est la variable économique la plus difficile à modéliser. Il n'y a pas de travaux recourant aux techniques économétriques sur le rapport entre les systèmes de transport et la localisation des activités économiques, sur le développement et le sous-développement régional. Le seul essai de description des dynamismes économiques régionaux a été fait à partir de l'étude du rapport entre création de sociétés et faillites⁵. Mais ces travaux sont freinés par l'absence de sources statistiques régionales, qui sont à construire. Les variations du territoire national n'ont été que peu analysées. Il est étonnant que la conséquence de la perte de l'Alsace-Lorraine ne fasse pas à ce jour l'objet d'une étude... Les champs qui en revanche pourraient le plus aisément donner lieu à une continuation du travail pionnier de M. Lévy-Leboyer et de F. Bourguignon seraient l'étude des secteurs de l'économie, de l'agriculture, des branches industrielles, des modes alternatifs de financement de l'économie.

Enfin, parmi les différents marchés, celui du travail est le moins bien connu. Si l'évolution globale de la population active et de sa structure est mieux saisie aujourd'hui qu'il a quinze ans --aux problèmes insolubles de nomenclature près (du fait par exemple de la pluriactivité)⁶--, la segmentation du marché du travail selon la qualification de la main d'œuvre est fort mal étudiée. Or il s'agit là d'une variable explicative majeure dans la mesure où le capital humain est considéré aujourd'hui par les économistes du développement comme un facteur majeur et où la caractéristique des économies des pays en industrialisation du XIX^e siècle était en général un dualisme du marché du travail, entre une surabondance du travail non qualifié et une pénurie de travail qualifié par rapport à la demande. Quant aux marchés de produits, ils sont mal connus, à la fois parce que les données manquent sur les prix et parce que l'étude de la dynamique de la consommation nécessite une connaissance de la répartition des revenus qui repose sur une comptabilité non plus des productions, mais des revenus⁷.

13 Comme ce dernier exemple le montre, les trois grandes hypothèses historiques posées par M. Lévy-Leboyer restent des terrains de recherches à creuser, mais dans des études plus centrées sur chaque question. La crise des exportations, et plus généralement la position commerciale de la France et ses conséquences sur le développement agricole et industriel du pays obligerait à bien saisir la place du pays dans la division internationale du travail. L'interaction entre les emprunts d'État, la fiscalité, les dépenses de l'État et le marché des capitaux longs et courts est une question plus englobante dans laquelle il convient de placer les hypothèses de M. Lévy-Leboyer sur la responsabilité de l'État dans la baisse de l'investissement dans les années 1870 et 1880. Mais là aussi, un travail de constitution de données serait nécessaire.

Produire encore des données ?

14 Pour travailler sur le XIX^e siècle français, le chercheur dispose désormais de données macro-économiques qu'en l'état de la recherche, on peut considérer comme fiables et surtout comme cohérentes entre elles. Grâce à des sources plus riches qu'en Grande-Bretagne par exemple, les reconstitutions d'agrégats ont moins eu recours à des proxies ou à des extrapolations hasardeuses. Les critiques qui ont pu être exprimées entre spécialistes⁸ ne portent pas sur des marges importantes, du moins pour le mouvement, car il est toujours plus difficile de saisir les niveaux. Peut-être les recherches les plus récentes tendraient-elles à minorer le ralentissement de la "grande dépression" durant laquelle les taux de croissance restent toujours positifs, ce qui ne revient pas à nier l'existence d'une période de difficultés économiques, car la tendance à la baisse accrue des prix est une conjoncture défavorable pour les profits et donc pour l'autofinancement. Mais il semble qu'en gros il ne soit plus nécessaire de consacrer beaucoup d'efforts à réviser les agrégats de comptabilité nationale, car la productivité marginale du travail serait faible. En revanche, à l'instar des chercheurs des pays anglo-saxons, on continue en France à élaborer des données macro-économiques au niveau d'indicateurs plus complexes comme ceux de productivité, sur lesquels porte la principale recherche depuis une quinzaine d'années⁹.

15 Mais la production de données n'est pas un travail primaire et autonome. Elle est conditionnée par les problématiques de la recherche, dont le renouvellement fait ressentir le besoin d'un nouveau travail en amont. La segmentation de l'analyse et son insertion dans un environnement international comparatif, qui nous paraissent un des enjeux de l'histoire quantitative aujourd'hui, nécessite une meilleure connaissance de variables plus décontractées, en particulier au niveau régional. Un effort certain est à faire quant à l'histoire des prix. Dans ces deux domaines, la réaction par rapport aux recherches dirigées par C. E. Labrousse, très attentives à une histoire de la conjoncture régionale saisie au travers du mouvement cyclique des prix, a eu comme conséquence de détourner les chercheurs de prendre en compte l'hétérogénéité de l'espace national et l'évolution des prix. Mais pour revenir à

une vérité élémentaire, les prix sont la donnée de base pour analyser le fonctionnement d'un marché et ils sont les vecteurs de l'information au travers du corps économique et social. On ne peut faire une histoire de l'adéquation qualitative de l'offre de marchandises à la demande socialement déterminée sans avoir une bonne connaissance des prix. Les relevés de prix effectués jadis par l'équipe animée par Jean Fourastié ne sont que le début d'un chantier inachevé.

- 16 Pour tout travail de production de données, nous pensons que la condition de vérifiabilité des résultats est la garantie d'un travail scientifique. Cette condition n'a en général pas été respectée dans les travaux anciens. Pour que la recherche puisse être critiquée et que les résultats puissent être améliorés, il est indispensable que le producteur de données explique exactement comment il a procédé, quels choix méthodologiques et techniques il a fait siens. On sait par exemple que les différentes évaluations du PNB ou du produit industriel, qui partent en gros des mêmes séries élémentaires, diffèrent du fait des pondérations appliquées. La charte déontologique de l'historien quantitativiste devrait inclure cette clause de transparence dans la construction des données. C'est seulement à cette condition que les résultats obtenus peuvent être soumis à critique constructive et utilement repris par un autre chercheur.

Élaborer "le" modèle théorique adéquat à la réalité historique ?

- 17 Il serait d'une ambition démesurée de penser pouvoir concevoir un modèle théorique explicatif, formalisé mathématiquement ou non --mais là n'est pas le problème--, qui fournirait le squelette de la croissance française du XIX^e siècle, sur lequel les historiens n'auraient plus qu'à rajouter les éléments descriptifs qui en seraient la chair. Et selon le modèle qui remporterait la palme, la réalité aurait été néo-classique, synthèse du néoclassicisme et du keynésianisme, institutionnaliste ou régulationniste... Il y aurait là une grave erreur de méthodologie, car si les champs d'étude se recoupent, il y a une grande différence entre l'approche de l'économiste et celle de l'historien.
- 18 Le premier place au premier plan de ses contraintes celle de la cohérence logique des analyses partielles les unes par rapport aux autres. Sa vision est donc peu ou prou totalisante. Le second est éclectique. Il n'a jamais produit ni concept ni outil d'analyse: il les emprunte aux sciences humaines. Mais il puise dans cette grande boîte à outils, en faisant feu de tout bois, en empruntant tout ce qui peut faire progresser la compréhension des traces que le passé a laissées. Il peut s'appuyer sur des schémas néo-classiques rudimentaires mais néanmoins robustes comme ceux fondés sur la comparaison des prix relatifs du facteur travail et du facteur capital pour comprendre la nature des organisations de la production au XIX^e siècle¹⁰, tout en usant aussi d'analyses inspirées des économistes institutionnalistes qui distinguent les "organisations de marché" comme les marchés d'actifs financiers ou de matières premières, les "marchés d'organisations" comme les marchés de biens ou les "organisations anti-marché" comme les marchés du travail¹¹, et en s'inspirant des nouvelles théories du marché du travail, pour rendre compte de ce dualisme des marchés du travail qui semble à beaucoup d'historiens une caractéristique importante de l'économie du XIX^e siècle. Car l'historien est un empiriste. Son souci principal est de ne pas laisser de coins obscurs dans la description ; il ne peut se satisfaire de "faits stylisés". Ce sont justement les éléments peu cohérents avec l'explication d'ensemble --que l'on tend à repousser à la périphérie dans les zones d'ombre-- qui vont susciter ensuite des importants changements d'approche. Il en est ainsi allé de l'industrie rurale ou de la pluriactivité, connues mais repoussées aux marges du discours historique parce qu'elles ne s'accordaient pas avec une dichotomie des nomenclatures fondée sur la radicale distinction entre agriculture et industrie: depuis une trentaine d'années elles sont revenues au centre de ce discours.
- 19 Bien sûr, les historiens lisent plus volontiers certains économistes dont les outils leur paraissent les plus utiles. Il s'agit le plus souvent des hétérodoxes, car comme l'écrivaient Pierre Dockès

et Bernard Rosier "Le recours à l'histoire a toujours eu un parfum d'hétérodoxie. Placer le changement au cœur de l'analyse, c'est accepter la remise en cause de l'ordre présent. L'orthodoxie n'est-elle pas fondamentalement fixiste ?" ¹². Après Marx, Josef Schumpeter et Nicolas Kondratieff ont été parmi les références théoriques majeures des historiens parce qu'ils permettaient de penser la périodisation, c'est-à-dire la discontinuité historique, et pour le premier, apporter une explication simple de la dynamique historique à partir de la technologie ¹³. Cette approche privilégiant la technologie a inspiré une grande masse de travaux historiques, davantage sur le XX^e que sur le XIX^e siècle ¹⁴, mais elle a aussi suscité un ensemble de travaux théoriques permettant d'établir un pont avec le *mainstream* de la pensée économique dont on ne peut se couper. Néanmoins elle ne fournit pas, nous semble-t-il, une explication englobante de toute la dynamique économique du XIX^e siècle. Elle en rend beaucoup moins bien compte que de celle du siècle suivant. En effet, les travaux sur les trajectoires technologiques portent en général sur ce que l'on appelle par commodité la "seconde révolution industrielle", les nouvelles techniques développées à partir de 1880-1890.

20 Si l'on ne peut négliger les aspects technologiques à condition de ne pas les prendre pour des *Deus ex machina*, des chocs exogènes miraculeux, mais de les endogénéiser, ils ne sont sûrement pas les seuls éléments explicatifs de la dynamique de l'économie du XIX^e siècle. Les travaux récents sur le thème de la "croissance endogène" ¹⁵ représentent sans doute une tentative théorique ambitieuse d'endogénéiser toutes les variables qui semblent empiriquement importantes. Pour cette raison ils méritent l'attention des historiens de l'économie du XIX^e siècle. Ces travaux ne visent pas à "supplanter l'explication de la croissance par l'accumulation du capital" ¹⁶ mais à prendre en compte en même temps que cette accumulation l'innovation qui est aussi nécessaire au soutien de la croissance. N. F. R. Crafts ¹⁷ dans un intéressant *survey* a montré à partir de la prise en compte de trois périodes de l'histoire économique britannique (la Révolution industrielle, l'économie victorienne de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, les trente Glorieuses) la pertinence explicative des modèles tirés de la théorie de l'innovation et des modèles d'innovation et de la croissance endogènes. Crafts retient en trois points les bénéfices que l'histoire économique peut tirer de ces théories. En premier lieu le fait que les nouveaux modèles prennent en compte un nombre beaucoup plus grand de facteurs susceptibles d'influencer la croissance et que contrairement aux modèles néoclassiques, ils laissent une place à la divergence. Les hypothèses fournies dans ce cadre théorique peuvent alors être bien meilleures que celles issues des modèles antérieurs de progrès technologique induit. En second lieu il convient de mettre l'accent sur la place faite aux institutions et aux politiques économiques. Ainsi des thèses traditionnelles des historiens jusqu'alors exclues des analyses ou à peine mentionnées peuvent désormais être prises en compte parmi les explications historiques de la croissance. Enfin, la théorie de la croissance endogène permet de renouveler la réflexion sur l'origine des différences observées dans la croissance de la productivité globale des facteurs. C'est clairement une des ambitions des théoriciens récents de la croissance endogène de favoriser "le développement d'une recherche empirique de qualité". Peut-être alors un des historiens de l'économie du XIX^e siècle s'essayera-t-il à son tour sur cette base conceptuelle à un exercice comparable à celui qu'ont effectué il y a quinze ans Maurice Lévy-Leboyer et François Bourguignon.

22 André Straus est directeur de recherches au CNRS.

23 Patrick Verley est Professeur à l'Université de Genève.

24

Notes

1. Entre autres: André STRAUS, "Économétrie et histoire contemporaine", dans *Annales, Économies, sociétés, civilisations*, 43^e année, n^o 1, janvier-février 1988, pp. 55-71 ; Jean-Charles ASSELAIN, "Histoire économique de la France: regards nouveaux sur le long terme",

- dans *Revue économique*, volume 39, n° 6, novembre 1988, pp. 1223-1247 ; D. S. JOHNSON, dans *Economic History Review*, volume 40, n° 1, 1987, p. 135 ; John NYE, "La Grande Quantification", dans *Journal of Economic History*, volume 50, n° 1, 1990, p. 172-177.
2. Robert BOYER, "Économie et histoire, vers de nouvelles alliances ?", *Annales, Économies, sociétés, civilisations*, n° 6, 1989 ; *Économie et histoire: nouvelles approches -- Revue Économique*, volume 42, n° 2, mars 1991 ; Patrick VERLEY, "Histoire économique et théorie économique", dans Robert BOYER et Yves SAILLARD, *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, Éditions La Découverte, 1995, pp. 521-529.
3. À preuve l'organisation régulière des rencontres d'Aussois par Richard Arena et Pierre Dockès.
4. Jeffrey G. WILLIAMSON, *Late Nineteenth Century American Development. A General Equilibrium History*, Londres, Cambridge University Press, 1974.
5. Jean-Claude CHEVAILLER, "Firm Creations and Failures in XIXth Century France: Regional Differences", dans Philippe JOBERT et Michael MOSS (ed.), *The Birth and the Death...*, ouv. cité.
6. Olivier MARCHAND et Claude THÉLOT, *Le travail en France 1800-2000*, Paris, Éditions Nathan, 1997.
7. Des essais ont été faits, par exemple Patrick VERLEY, "Dynamique des marchés et croissance industrielle", dans Maurice LÉVY-LEBOYER [dir.], *Histoire de la France industrielle*, Paris, Éditions Larousse, 1996.
8. Voir Jean-Claude TOUTAIN, "Comparaisons entre les différentes évaluations du PIB de la France 1815 à 1938, ou l'histoire quantitative a-t-elle un sens ?", dans *Revue économique*, 1996, pp. 893-919.
9. Jean-Pierre DORMOIS, *L'économie française face à la concurrence britannique à la veille de 1914*, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997.
10. Le célèbre ouvrage de H. Habakkuk reste un modèle d'analyse: Hrothgar John HABAKKUK, *American and British Technology in the Nineteenth Century: the Search for Labour-Saving Inventions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1967 (1^{ère} édition 1962).
11. Olivier FAVEREAU, "Marchés internes, marchés externes", dans *Revue économique*, volume 40, n° 2, mars 1989.
12. Pierre DOCKÈS et Bernard ROSIER, "Introduction", dans *Économie et histoire. Nouvelles approches -- Revue économique*, volume 42, n° 2, mars 1991, p. 149.
13. François CARON, *Les deux révolutions industrielles du XX^e siècle*, Paris, Éditions Albin Michel, 1997.
14. Néanmoins l'historien du XIX^e siècle trouvera des développements qui le concerneront dans Laurent TISSOT et Béatrice VEYRASSAT [dir.], *Technological Trajectories, Markets, Institutions: Industrialized Countries, 19th-20th centuries ; From Context Dependency to Path Dependency. International Economic History Congress 12, Séville-Madrid, 1988 / Trajectoires technologiques, Marchés, Institutions. Les pays industrialisés, 19^e-20^e siècles. De la dépendance du contexte à la dépendance du sentier. Actes du 12^e congrès international d'histoire économique, Séville-Madrid, 1988*, Berne, Peter Lang, 2002.
15. Un ouvrage fait aujourd'hui une synthèse cohérente de cette approche: Philippe AGHION et Peter HOWITT, *Théorie de la croissance endogène*, Paris, Éditions Dunod, 2000.
16. *Idem*, p. 8.
17. N. F. R. CRAFTS, "Endogenous Growth: Lessons for and from Economic History", dans David M. KREPS and Kenneth F. WALLIS, *Advances in Economics and Econometrics: Theory and Applications*, Cambridge, Cambridge University press, 1997.

Pour citer cet article

Référence électronique

André Straus et Patrick Verley, « L'économie française au XIX^e siècle. Analyse macro-économique", une œuvre isolée ou une ouverture vers des recherches novatrices ? », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 23 | 2001, mis en ligne le 28 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/index318.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Licence portant sur le document : Tous droits réservés